



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Elf Atochem

Question écrite n° 11153

Texte de la question

M. Serge Janquin attire l'attention de M. le ministre de l'industrie, des postes et telecommunications et du commerce exterieur sur le projet de reorganisation des activites de l'usine Elf Atochem, sise a Vendin-le-Vieil, pres de Lens dans le Pas-de-Calais. En effet, le projet d'arret de la distillation des goudrons et la restructuration du site de Vendin-Loison qui en resulteraient, entraineraient la suppression nette de 116 emplois (110 Oetam et 6 cadres). L'effectif de l'etablissement sera ramene de 195 a 66 personnes, apres transfert de 13 personnes dans une nouvelle filiale. Or cette structure est completement integree dans le tissu urbain et toute une activite gravite autour du site « Vendin-Loison ». Ce demantelement, s'il devait etre effectif, aurait des consequences socio-economiques dramatiques pour la region Lensoise. Il est sans doute necessaire de rappeler que ce secteur, qui connait un taux de chomage eleve, n'a pas beneficie de dispositions arretees dans le cadre de l'objectif propose par le Gouvernement et la Communaute europeenne. Si cette operation se realisait, nous aurions alors a deplorer la perte de 400 emplois, et ce en tenant compte des emplois induits. En consequence, il lui demande ce que le Gouvernement compte faire afin de perenniser les activites d'Elf Atochem et ainsi preserver les emplois concernes.

Texte de la réponse

L'honorable parlementaire appelle l'attention du ministre sur l'arret de l'activite de distillation des goudrons sur le site de Vendin-Loison du groupe Elf Atochem et sur les consequences sociales de cette mesure, qui devrait entrainer la suppression nette, sans licenciement sec, de 116 emplois sur les 195 de cet etablissement. L'activite huiles, goudrons et derives de la societe CdF Chimie, ensuite reprise par Elf Atochem, connait des difficultes importantes et un affaiblissement de ses debouches depuis plusieurs annees. Deja, en 1992, ces difficultes avaient conduit a la fermeture de l'etablissement de Port-Saint-Louis-du-Rhone, dans l'espoir de trouver un nouvel equilibre sur les deux sites de Vendin et de Marienau. Malgre cet effort, les resultats n'ont pu etre redresses, principalement du fait du retrecissement du marche directeur, celui des brais pour electrodes, et de ses debouches dans la fabrication de l'aluminium. Les autres produits lies a l'activite de HGD, les huiles et creosotes, ne se situent pas davantage sur des marches porteurs et certains d'entre eux sont affectes par la severite croissante des normes desormais exigees sur le plan de la toxicite et des ecobilans. Ainsi, le volume des goudrons traites par HGD est-il passe de 400 kilotonnes en 1988 a 250 kilotonnes en 1993. Au cours du dernier exercice, les pertes du secteur ont represente plus de 10 p. cent du chiffre d'affaires. Ces pertes sont d'autant plus difficilement supportables par l'entreprise que les previsions de debouches ne permettent pas d'esperer un redressement alors meme que, dans un environnement economique particulierement severe depuis deux ans, la plupart des activites de la societe Elf Atochem ont ete deficitaires, entrainant une perte de plus de 5 p. cent du chiffre d'affaires au niveau des etablissements francais. En ce qui concerne HGD, faute de disposer de ressources privilegiees en matieres premieres, les responsables du secteur n'ont pu proposer une formule assurant le maintien d'un certain niveau d'activite que par un partenariat avec le premier competeur europeen, deja restructure, l'entreprise Rutgers, filiale des charbonnages de la Ruhr, Ruhrkohle. Cette societe parait la plus capable en Europe de maintenir un ensemble industriel viable, et d'assumer les investissements

necessaires, en se recentrant autour de trois sites de production, dont en France, celui de Marienau, retenu en raison d'une competitivite relativement meilleure que celle de Vendin. Les grandes lignes du plan social elabore par les responsables d'Elf Atochem prevoient notamment que chaque personne concernee par les reductions d'effectifs se verra proposer soit une cessation anticipee d'activite, soit un reclassement dans la societe Elf Atochem ou le groupe Elf Aquitaine. Ce plan sera precise dans le cadre des discussions sociales en cours et des negociations avec les services de l'emploi. Le ministre est sensible aux difficultes regionales en matiere d'emploi qui sont la consequence de cette restructuration ; aussi a-t-il demande au groupe Elf Aquitaine de faire intervenir sa societe de conversion, la SOFREA, pour favoriser au mieux l'implantation d'activites nouvelles dans le bassin d'emploi concerne.

Données clés

Auteur : [M. Janquin Serge](#)

Circonscription : - SOC

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 11153

Rubrique : Chimie

Ministère interrogé : industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur

Ministère attributaire : industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 février 1994, page 697

Réponse publiée le : 4 avril 1994, page 1702